

## Fonctionnaires et militants, un exercice de citoyenneté

---

Retranscription de l'intervention de **Claude Rouot**

lors de l'Université d'été de Peuple et Culture • 26-29/08/99

"S'engager aujourd'hui : pour quoi, comment ? l'apport de l'éducation populaire"

En 1997, lorsque le maire de Château Vallon a mis en place son programme de conquête culturelle, nous nous sommes sentis obligés de réagir.

Un petit tract, puis un rendez-vous aux colonnes Buren où nous nous sommes retrouvés à 300 personnes : on a senti qu'il y avait là quelque chose de très réactif, sur une cause qui concerne les gens dans leur situation de travail.

On savait qu'au FN, et pour l'extrême droite en général, la conquête du pouvoir passe par la conquête culturelle et, pour nous, fonctionnaires, il fallait prendre position collectivement sur ce thème. L'administration est une organisation pesante, de type militaire, les directives viennent d'en haut et ne permettent pas d'initiatives à la base. Mais, en même temps, les politiques nous demandent de leur apporter des idées, ce qui nous donne une certaine conscience de la responsabilité. Sans empiéter sur le politique et en restant chacun dans son rôle, on s'est aperçu que ce rôle pouvait être un tout petit peu élargi. On a donc décidé de constituer une association pour comprendre et agir. Nous avons besoin d'être mieux informés. Il faut analyser les textes et les positions de l'adversaire, comprendre quelle politique culturelle le FN souhaite mener. Il faut voir l'ennemi en face.

Il y avait la question des bibliothèques, la querelle sur l'art contemporain et, plus largement, la question des cultures urbaines. Par rapport à toutes ces questions, le ministère de la Culture est relativement frileux. Il incarne le bastion du patrimoine, des artistes et de l'action culturelle. Il est beaucoup plus hésitant par rapport aux politiques de la Ville et aux actions interministérielles.

La culture doit donner du sens à la société

Avec l'évolution de la société, on n'attend plus de la Culture qu'elle finance de la danse, de la musique ou des œuvres d'art, mais qu'elle donne sens à la société. Le mot culture est pris dans son sens anthropologique, au sens de civilisation. Dans les réunions interministérielles auxquelles je participe, on ne nous demande pas de l'argent pour faire de la musique. On nous demande d'avoir une vue aiguisée sur la société en train de se faire. Et c'est le champ de l'action culturelle qui est évidemment le plus interpellé à ce niveau-là. En tant que fonctionnaire, il est cependant possible d'agir en militant, surtout sur les terrains de l'action culturelle et des politiques de la Ville.

Les gens qui se sont rassemblés dans le Collectif Culture, dans l'ensemble, travaillent en militants sur leur secteur. Ils avaient déjà pris l'habitude de penser leur travail, non pas simplement en termes de carrière ou d'avancement, mais plutôt par rapport à une certaine idée de leur fonction et de la société.

Les statuts de l'association reposent sur l'égalité des droits. Nous avons également affirmé notre volonté de soutenir les cultures du monde et l'enrichissement mutuel. La formule est un peu vague, mais elle a le mérite de prendre le contre-pied d'une pseudo culture nationale. Face au FN, la première réaction est un réflexe de défense contre les vieux mythes fascistes :

suppression de la liberté d'expression, de la liberté de création. Ensuite, il est important de savoir d'où ils parlent. Et là, on a découvert qu'ils avaient une philosophie de la nature et de la culture, toute une philosophie du monde naturel et animal très cohérente. La femme reste à sa place parce que c'est l'ordre naturel, les enfants aussi, etc. Et, derrière tout cela, une théorie très forte : une seule nation, un seul chef, une hiérarchie des valeurs. Leur "crédô", c'est l'ordre moral et national même si, pour des raisons stratégiques, ils ont préféré se positionner plutôt contre l'étranger.

L'association a édité un premier bulletin sur la question des langues régionales. L'enjeu se situe toujours entre girondins et jacobins, mais la présence en France de tous ces étrangers pose de nombreuses questions. On ne parle plus d'assimilation mais d'intégration. L'opposition entre la Culture et les cultures a-t elle toujours un sens ? On est à l'aube d'une transformation urbaine. Il va falloir prendre en considération les nouveaux métissages de la population.

Ces enjeux sont les enjeux actuels et, au sein de la Culture, on ressent particulièrement le devoir de travailler et de militer en leur nom, et on le fait dans le cadre de cette association. Les risques ne sont pas considérables. Ils dépendent beaucoup de la personnalité du ministre. S'il y avait un acte d'autorité, il est probable qu'un bon nombre des fonctionnaires se retirerait de l'association. On reste très fragile, mais c'est important qu'on se soit autorisé, en tant que fonctionnaires, à créer une telle association.

En effet, dans le privé, il est facile de militer ; dans le public, c'est autre chose, nous devons respecter le devoir de réserve.

Claude Rouot, août 1999.